

Perspectives

HUMANITÉ EN CHANTIER

par Vincent Berthet et Claude Royon *

2004 : un double centenaire aura été marqué avec gravité, en de nombreux lieux d'Amérique latine ou d'Europe. En 1804, les affranchis et esclaves haïtiens arrachaient à la France leur indépendance. En 1904, naissait Pablo Neruda, poète du peuple éprouvé et de l'honneur d'être un homme, dans toute sa complexité et sa fragilité.

Lucidité

Haïti, l'ultra Amérique latine, en quelque sorte. Une situation qui semble donner raison au *libertador* Simon Bolivar, pronostiquant face à l'éclatement de la « patrie » américaine, peu avant sa mort : « Jamais nous ne serons heureux, jamais ! » (1). Un concentré de drames passés (les Indiens y ont très vite été exterminés), d'inéquité extrême (1% de la population y détient la moitié des richesses), d'entraves aux droits les plus élémentaires, de sujétion économique et politique, de non familiarité avec la démocratie (2), malgré l'insurrection initiale prenant au mot les Révolutionnaires français... C'est dans ce contexte, et dans un oubli assez général de la part du reste du monde, que des individus et des groupes agissent encore pour « se sauver eux-mêmes » (3).

L'exemple haïtien, dans sa radicalité, doit faire image lorsque l'on veut réfléchir au devenir de l'Amérique latine, et à la place qu'y occupent les alternatives qui sont présentes au cœur de ce dossier. Reconnaître leur pertinence ne doit surtout pas conduire à ce qui serait une faute de réalisme, voire une démission : oublier l'âpreté des conditions de vie d'une très large minorité de Latino-américains, la pression des pouvoirs économiques étrangers (4), qui accentue les problèmes socio-urbains, la difficulté de toute organisation collective des pauvres, *a fortiori* dans les pays immenses, très montagneux, ou très peu peuplés. « Oui, nous vivons une étape très critique », assure par exemple Joana Chambi, l'une des responsables du MST bolivien (5). Ce risque de minoration des difficultés et des carences de liberté réelle des peuples latino-américains peut se trouver renforcé lorsque des Européens veulent travailler avec leurs « partenaires » autour d'enjeux et de problèmes qui leur sont communs : défis environnementaux, crises de la démocratie, résistance à l'impérialisme états-unien... Bien sûr, la planète est unique et son réchauffement fait fondre les glaciers andins comme ceux des Alpes. Mais le manque d'eau ou la déforestation sont au Mexique ou au Brésil, et non en Europe, enjeux de vie ou de mort, ou bien injonction à émigrer.

* Rédaction
d'Économie &
Humanisme

(1) Cité dans E. Galeano, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, coll. « Terre humaine », Plon.

(2) « Le macoutisme, totalitarisme du pauvre, définit la politique, ou ce qui en tient lieu, comme un perpétuel règlement de comptes ».

Ch. Wargny, in *Haïti n'existe pas. Deux cent ans de solitude*, Éd. Autrement, 2004.

(3) Lire l'entretien avec W. Tilus, p. 53.

(4) Voir la synthèse, renvoyant notamment à l'histoire des relations Amérique latine - États-Unis, de S. Fernandez, p. 12.

(5) In Bulletin DIAL, 1er-15 décembre 2004.

Dans la même ligne, la tendance à idéaliser les mouvements alternatifs latino-américains doit être contenue : lorsqu'une partie de l'opinion internationale met en avant les performances sociales ou démocratiques de telle cité ou tel gouvernement « populaire », elle peut rendre leurs citoyens-électeurs exigeants au-delà de ce qui est économiquement ou politiquement possible dans la réalité (6). Enfin, l'« oubli » de la gravité objective des pauvretés en Amérique latine peut être une façon de contourner les responsabilités de la communauté internationale et singulièrement de l'Europe et de la France. Celles-ci sont massives en Haïti, mais bien autant ailleurs. Et les Européens ont d'abord à rompre avec les promesses non tenues, les ambivalences, voire le cynisme de leurs institutions à l'égard des attentes des peuples d'Amérique latine (7). Inversement, prendre acte des pauvretés multiples présentes en Amérique latine expose au risque d'une attitude post-coloniale, le cas échéant sous des dehors de transmission, de la part des Européens, de savoirs techniques très normatifs (8).

Ouverture

Pablo Neruda : l'acuité d'un regard sur le réel, un respect infini du peuple chilien, mais aussi une ouverture à l'autre, une valorisation des différences entre hommes et entre peuples. Certains traits de son œuvre font écho, en particulier, à cette composante forte des alternatives latino-américaines : la place de la référence culturelle indienne. Cette référence est mobilisatrice, source de revendications et de propositions (9) ; elle est vécue comme l'inverse d'une nostalgie, d'un souvenir heureux mais perdu, d'un élément de décor. Elle porte sens, à l'échelle du monde, car elle prend à rebours une conception très courante dans les logiques économiques : les cultures particulières, inscrites dans une tradition non occidentale longue, et plus encore les cultures mises en situation d'infériorité (de même que le pauvre aurait le tort d'être pauvre...), seraient des freins à la modernité.

La mémoire de Pablo Neruda est aussi le rappel, de par son itinéraire personnel, de l'importance du politique, et de son émanation, le droit, dans le devenir des sociétés. Tel est également l'un des enseignements des alternatives latino-américaines : la visée d'une citoyenneté de plein exercice pour tous renvoie à des changements dans l'organisation politique, à l'échelon local, mais aussi national et supra-national ; elle appelle aussi des engagements en la matière, ce que beaucoup de militants « alternatifs » européens récusent, tout au moins dans leurs actes. Les changements qui se font jour dans plusieurs pays d'Amérique latine tiennent, entre autres, à l'activité politique de ceux qui se sont intéressés au bien commun, en premier lieu, comme défenseurs des Droits de l'Homme. Quant à la place de la loi, à faire évoluer mais surtout à appliquer, elle est soulignée

(6) C'est ainsi par exemple que pourrait s'expliquer, parmi d'autres facteurs, la défaite du Parti des Travailleurs à Porto Alegre (2004).

(7) Cf. notamment les contributions d'**A. Moro**, p. 14 et **M.-P. Rouger**, p. 63.

(8) Risque mis en évidence, par exemple, par le témoignage d'**A. Bourgois**, p. 68.

(9) Lire les articles de **B. Chancoso**, p. 33 et **E. Bazorla**, p. 46.



comme centrale par les combats du MST brésilien, des paysans en difficulté d'autres pays, mais aussi des habitants de la périphérie des villes, ou des syndicalistes confrontés à la toute-puissance des multinationales et de leurs antennes « maquilas » (10). Pas de droits sans droit. Cette insistance est notamment un rappel quant à l'importance des normes de l'Organisation Internationale du Travail, à perfectionner sans cesse. Cette organisation internationale est donc à connaître et à défendre, dans l'optique d'une intégration de critères sociaux au sein des négociations commerciales mondiales.

Démocratie

Globalement, Européens et Latino-américains ont tout lieu de faire route ensemble, en tirant parti des facteurs, linguistiques, historiques, religieux, académiques, ... qui les rapprochent. Mais, en écho direct aux propos de plusieurs des auteurs de ce dossier, la solidité, et l'utilité même, de leur partenariat est soumise à conditions. Celui-ci sera probant s'il permet ou déclenche des changements précis, ayant un impact sur la vie des groupes sociaux concernés en Amérique latine (11) : augmentation de leurs capacités dans tel ou tel domaine (accès aux savoirs de base, santé, gestion des services quotidiens...), facilitation de leur organisation collective et de leur aptitude à se faire entendre dans l'espace public, possibilités d'expression culturelle. L'action pour ces changements tangibles, quoique non « matériels », doit aussi se raccorder à des enjeux de société larges, voire à des enjeux mondiaux. La démocratisation, tant politique que sociale et économique, reste à ce titre un objectif de coopération très opportun (12). Elle relativise la pesanteur des éventuels transferts Nord-Sud d'équipements, de technologie, ou même de fonds. Elle suppose une démarche d'éducation continue des citoyens (13), qui a tout à gagner à se construire entre Latino-américains et Européens. Et elle inscrit d'emblée la coopération dans la durée et la recherche de réciprocité, seules voies pour faire vivre progressivement une société à l'échelle mondiale.

Vincent Berthet, Claude Royon

(10) Informations très actualisées sur la répression syndicale due aux multinationales en Amérique latine auprès de : Réseau Solidarité, 10 quai Richemont, 35 000 Rennes.

(11) Lire les articles d'**A. Saldomando**, p. 60 et **J.Rio** p. 70.

(12) Tel est l'intérêt de quelques uns des « réseaux de villes » intégrés au programme de coopération Urb'al, cofinancé par l'Union européenne : « Finance locale et participative », « Démocratie et gestion de l'eau et des déchets ».

(13) Cf. **J. Fauré**, p. 65 et **E. Sanchez-Albarricin**, p. 67.